

HRC. MICHEL CLAVIEN, ANCIEN CHEF DE L'INFORMATION DES GOUVERNEMENTS BERNOIS ET VALAISAN, TANCE LE NOUVELLISTE

6 mai 2020 [Redaction Idex](#)



(PAR MICHEL CLAVIEN)

Mesdames, Messieurs,

Pour avoir été journaliste auprès de l'ATS à Berne de très longues années, puis, pendant une vingtaine d'années, chef de l'information des gouvernements bernois et valaisan, je me sens légitimé à faire part ici à votre rédaction, et surtout à son rédacteur en chef, de ma réaction au sujet de l'article publié ce jour sous le titre « Comment expliquer un déficit de 18 millions à Rennaz ? »

Je considère que, sur le plan professionnel, la manière dont vous avez traité cette information — totalement ignorée au NF durant sept jours après la simple reprise de la dépêche de l'ATS — n'est ni acceptable ni excusable, pour des journalistes liés, notamment, par la Déclaration des devoirs et des droits du/de la journaliste.

Pour rappel, parmi leurs devoirs, les journalistes sont tenus, en particulier, de rechercher la vérité, en raison du droit qu'a le public de la connaître et quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même. Mais aussi, de défendre la liberté d'information et les droits qu'elle implique, la liberté du commentaire et de la critique, l'indépendance et la dignité de la profession.

Or, dans ce dossier, je ne peux que souligner que vous êtes diamétralement à l'opposé de ce que l'on est en droit d'attendre d'un quotidien, quasi cantonal, pour une affaire aussi grave, déjà identifiée par l'autorité comme une « faute crasse » ! Et qui aura, à ne pas en douter, de sérieuses conséquences non seulement financières pour le contribuable, mais aussi, et surtout, pour les patients, sur les performances qualitatives des structures médicales valaisannes en cours de renouvellement.

Je suis stupéfait, pour demeurer poli, qu'une rédaction comme la vôtre, comptant plusieurs dizaines de journalistes, n'ait pas été en mesure de couvrir cette affaire de manière professionnelle, comme la TSR ou d'autres médias, y compris le blogue 1dex.ch qui ont rapidement alerté les gens.

Dernier point : il est tout aussi intolérable, sur le plan professionnel, que le rédacteur en chef n'ait pas daigné, face aux attentes des lecteurs, interroger sur-le-champ à ce propos le docteur Éric Bonvin. Ce directeur avec lequel il entretient depuis si longtemps des contacts privilégiés et suivis, inlassablement rapportés par le Nouvelliste, qui avait pourtant superbement ignoré, dans la version papier du journal, la Lettre ouverte au public par 285 médecins-cadres des hôpitaux du Valais romand, de l'Institut Central et de la Clinique de Valère à Sion, début avril dernier.

Or, nous le savons, maintenant, le directeur Eric Bonvin est l'un des trois administrateurs valaisans du Conseil d'établissement de l'HRC.

Pourquoi ce silence ?

Michel Clavien, Sierre, ancien et premier chef de l'Information de l'État du Valais, à la retraite.